

SUIZA

"La Tribune de Lausanne"
2 8 FEV. 1979

LES ELECTIONS ESPAGNOLES DE JEUDI

Feu la droite franquiste ?

De notre envoyé spécial
BLAISE LEMPEN

Madrid. Le dernier sondage de la campagne, publié mardi par « El País », a fait monter d'un cran la tension, en cette veille d'élections. Je me trouvais dans le bureau d'un membre du gouvernement lorsque celui-ci en prit connaissance.

23 sièges de moins que la majorité (de 176 sièges), soit 13 de moins qu'en 1977 pour l'UCD, talonnée à 13 sièges près par le PSOE ; l'effondrement de l'ex-alliance populaire de Fraga (9 sièges au lieu de 16 en 1977), le laminage de tous les autres partis sauf les communistes (22 sièges) : ces données rendent inévitables un gouvernement de coalition centriste-socialiste, bien qu'il y ait encore 15 % d'indécis.

Mon interlocuteur, Eduardo Merigo, me dit quelle avait été sa stupeur lorsqu'il apprit en décembre dernier que M. Suarez avait décidé de convoquer de nouvelles élections. Son objectif était de pouvoir compter sur une majorité élargie et de ne pas être à la merci d'une dissolution des Chambres. Mais si, en fin de compte, ces élections n'avaient d'autre résultat que de faire perdre quelques sièges au parti gouvernemental tout en accentuant la bipolarisation ?

Pour mon interlocuteur, il était de toute façon risqué de convoquer les électeurs aux urnes en plein creux de la vague économique et alors que la population connaît actuellement un degré assez élevé de désenchantement. Les grèves, l'inflation, l'extension du chômage déterminent en effet, plus que toute autre chose, le

climat qui va peser demain sur la décision des électeurs espagnols.

Depuis plusieurs semaines maintenant, des centaines de milliers d'ouvriers et d'employés sont à tour de rôle en grève dans les banques, les assurances, les liaisons aériennes, les chemins de fer, les hôpitaux, l'enseignement, la métallurgie, le textile.

Le pacte de la Moncloa, signé en octobre 1977 par tous les partis, n'a pu être reconduit : le gouvernement entend limiter en 1979 les augmentations de salaires à une fourchette variant de 11 à 14 %, alors que le taux d'inflation pour 1978 a été de 16,5 % (en nette régression par rapport au taux de 1977 de 26 %).

Ces mouvements de grève se greffent sur une extension du chômage : plus 250 000 chômeurs en un an selon les derniers chiffres, soit 1 200 000 chômeurs, 8 % de la population active (moyenne CEE : 5,6 %).

La croissance, 3 %, est en effet insuffisante pour absorber l'accroissement de la population active (1 % par an). Les investisseurs ne reprendront confiance que si le futur gouvernement fait une politique de relance économique et s'il est en mesure d'obtenir la paix sociale.

Le problème lancinant de l'ordre public passe en second dans l'ordre des préoccupations. L'attentat contre un garde civil lundi à Madrid n'a pas fait les gros titres de la presse de

mardi. La population s'est habituée aux actes de terrorisme. Mais de l'avis unanime, le problème basque est loin d'être réglé, et au contraire, on assiste à une dégradation de la situation, car l'ETA gagne en popularité. Elle joue cette fois-ci le jeu électoral, à la différence de 1977, et les sondages lui donnent un bon score, prouvant que les partisans de l'indépendance sont d'autant plus nombreux que la répression est plus énergique. Nous en reparlerons, après nous être rendus au Pays basque.

Mais la vague de terrorisme ne semble pas faire le jeu de la droite néo-franquiste victime, selon toute vraisemblance, de la consigne gouvernementale de voter utile, c'est-à-dire UCD. On évoque donc la disparition probable du parti de M. Fraga Iribarne, qui donnerait alors ses quelques sièges à l'UCD.

A gauche, les communistes ont soudain le vent en poupe : il faut dire que les rumeurs de coalition PSOE-UCD les servent. Ils seraient alors, situation fort malsaine, la seule opposition au Parlement, excepté les partis nationalistes, et ils bénéficient du fait que le PS se présente comme un parti gouvernemental d'inspiration social-démocrate, ce qu'une partie de sa base n'approuve pas.

Tout se jouera donc dans un mouchoir, mais d'ores et déjà l'Espagne apparaît exactement divisée en deux entre la gauche et la droite avec un système biparti selon le modèle britannique.

B. Le.